

Bijlage 4 bij het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie inzake de begeleidingsnormen in dagcentra en verblijfscentra voor gehandicapte personen

BEGELEIDINGSNORMEN VOOR HET MEDISCH PERSONEEL

- a) Medische individuele basisnorm in een dagcentrum (M IBN) : 0,00325 VTE per gehandicapte persoon
- b) Medische complementaire individuele norm (M CIN) in een dagcentrum : 0,0065 VTE per gehandicapte persoon
- c) Medische aanvullende individuele norm in een verblijfscentrum (M AIN) : 0,00325 VTE per gehandicapte persoon

Gezien om te worden bijgevoegd bij het besluit van 28 november 2002.

Door het College van de Franse Gemeenschapscommissie :

De Voorzitter van het College,
E. TOMAS

Het Lid van het College belast met het Gehandicapten beleid,
W. DRAPS

Het Lid van het College belast met de Begroting,
A. HUTCHINSON

Bijlage 5 bij het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie inzake de begeleidingsnormen in dagcentra en verblijfscentra voor gehandicapte personen

EVALUATIESCHEMA VOOR GEHANDICAPTE PERSONEN IN DAGCENTRA EN VERBLIJFSCENTRA DAT TOELAAT HUN SPECIFIEKE BEGELEIDINGSNODEN VAST TE STELLEN

A. Sociale aanpassingsmogelijkheden
B. Psychologische mogelijkheden
C. Cognitieve en intellectuele mogelijkheden
D. Motorische en psychomotorische mogelijkheden
E. Dagelijks leven

Totaal 100 punten

Norm basisbehoeften (IN BB) ja/nee

Oudere persoon ja/nee

De items van elke rubriek, de evaluatiemodaliteiten en de weging zijn bepaald door het Lid van het College belast met het Gehandicaptenbeleid na advies van de sectie «Gehandicapte personen» van de Franstalige Adviesraad voor Bijstand aan personen en Volksgezondheid.

Als een gehandicapte een resultaat behaalt dat hoger ligt dan 100 dan wordt hij opgenomen in categorie A en wordt geen enkele complementaire individuele norm toegekend.

Als een gehandicapte een resultaat behaalt tussen 48 en 66 punten dan wordt hij opgenomen in categorie B en zijn complementaire individuele norm staat dan gelijk aan 50 % van de maximale complementaire individuele norm berekend op de som van zijn individuele basisnormen (IBN), aanvullende individuele norm (AIN), individuele vakantienorm (IVN) en individuele verouderingsnorm (IVRN).

Als een gehandicapte een resultaat behaalt dat lager ligt dan 48 punten dan wordt hij opgenomen in categorie C en zijn complementaire individuele norm staat dan gelijk aan 100 % van de maximale complementaire individuele norm berekend door de som van zijn individuele basisnormen (IBN), aanvullende individuele norm (AIN), individuele vakantienorm (IVN) en individuele verouderingsnorm (IVRN).

Gezien om te worden bijgevoegd bij het besluit van 28 november 2002.

Door het College van de Franse Gemeenschapscommissie :

De Voorzitter van het College,
E. TOMAS

Het Lid van het College belast met het Gehandicapten beleid,
W. DRAPS

Het Lid van het College belast met de Begroting,
A. HUTCHINSON

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2003 — 1804

[C — 2003/31142]

28 NOVEMBRE 2002. — Arrête 99/262/E4 du Collège de la Commission communautaire française relatif aux normes d'encadrement dans les centres de jour pour enfants scolarisés

Le Collège,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 83, § 3, modifié par la loi spéciale du 16 juillet 1993;

Vu le décret II de la Communauté française du 19 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, notamment l'article 4, 1°;

Vu le décret III de la Commission communautaire française du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, notamment l'article 4, 1°;

Vu le décret de la Commission communautaire française du 4 mars 1999 relatif à l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées, notamment les articles 36, 37 et 38;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 18 juillet 2002 relatif à l'agrément et aux subventions des centres de jour pour enfants scolarisés, notamment les articles 28 à 31;

Vu l'avis de la Section « Personnes handicapées » du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux personnes et de la Santé, donné le 22 novembre 2002;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 26 novembre 2002;

Vu l'accord du membre du Collège chargé du budget, donné le 27 novembre 2002;

Vu la délibération du Collège du 27 mai 1999 sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1^o des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du membre du Collège chargé de la Politique des personnes handicapées,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}. L'arrêté règle une matière visée à l'article 128 de la Constitution en vertu des articles 138 et 178 de celle-ci.

Art. 2. Pour l'application de l'arrêté, il faut entendre par :

- « Administration » : le Service bruxellois francophone des personnes handicapées, créé par le décret de la Commission communautaire française du 18 décembre 1998;

- « Décret » : le décret de la Commission communautaire française du 4 mars 1999 relatif à l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées;

- « Arrêté E 2 » : l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 18 juillet 2002 relatif à l'agrément et aux subventions des centres de jour pour enfants scolarisés;

- « Centre » : centre de jour pour enfants scolarisés agréé, constitué conformément aux dispositions de l'article 3 § 1^{er} de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 18 juillet 2002 relatif à l'agrément et aux subventions des centres de jour pour enfants scolarisés;

- « E.T.P. » : équivalent temps plein, tel que fixé par l'article 28 § 1^{er}, de l'arrêté E 2.

CHAPITRE II. — *Normes d'encadrement*

Art. 3. § 1^{er} Le présent arrêté fixe les normes d'encadrement pour les frais de personnel qui sont subventionnés dans le cadre de toute prise en charge de personnes handicapées présentes dans les centres.

§ 2. Toute subvention pour frais de personnel couvre des frais de cette nature sans qu'ils puissent être supérieurs aux normes d'encadrement, à aucun moment et quelle que soit la circonstance.

Art. 4. § 1^{er}. Les normes d'encadrement relatives à la direction, l'équipe administrative et comptable des centres sont fixées conformément à l'annexe 1.

§ 2. Seul le premier emploi ETP de la norme de direction est subventionné comme directeur, les autres emplois sont subventionnés comme sous-directeurs.

Art. 5. § 1^{er}. Les normes d'encadrement concernant le personnel relevant de l'équipe psychologique, éducative, rééducative et sociale sont fixées conformément à l'annexe 2.

§ 2. Elles comprennent :

a) La norme individuelle de base (NIB)

La norme individuelle de base garantit le fonctionnement viable du centre dans le cadre de ses missions par la concrétisation des projets individuels des personnes handicapées prévus dans les conventions personnalisées prévues à l'article 18 de l'arrêté E2.

En fonction de la décision du Collège relative à l'agrément d'un centre, toutes les personnes prises en charge, comptées dans la capacité agréée et relevant d'un même groupe défini à l'annexe 2, bénéficient de la même norme individuelle de base.

b) La norme individuelle supplémentaire (NIS)

La norme individuelle supplémentaire est accordée à un centre pour les seules personnes handicapées comptées dans la capacité agréée qui ne sont pas prises en charge en centre d'hébergement.

c) La norme individuelle complémentaire (NIC)

La norme individuelle complémentaire est fixée à 10 % de la somme des normes individuelle de base (NIB) et individuelle supplémentaire (NIS) lorsque la personne handicapée présente une déficience surajoutée parmi la liste des déficiences reprises en annexe 5. On entend par déficience surajoutée une déficience qui n'est pas directement la conséquence de la déficience principale et qui atteint au moins les seuils prévus à l'art. 6, a), alinéa 1^{er} du décret.

Art. 6. Parmi le personnel de l'équipe psychologique, éducative, rééducative et sociale, la subvention prend en compte :

a) au maximum 0,067 ETP de la fonction éducateur-chef de groupe par ETP subventionné;

b) la fonction de chef-éducateur en faveur des membres du personnel ayant bénéficié du barème correspondant à cette fonction à la date du 31 décembre 2003.

Art. 7. § 1^{er}. Les normes d'encadrement concernant le personnel relevant de l'équipe technique sont fixées à l'annexe 3.

§ 2. Elles comprennent :

a) La norme individuelle de base technique (NIB T)

En fonction de la décision du Collège relative à l'agrément d'un centre, toutes les personnes handicapées prises en charge et comptées dans la capacité agréée, bénéficient de la même norme individuelle de base technique.

b) La norme individuelle complémentaire technique (NIC T)

La norme individuelle complémentaire est accordée lorsque la personne handicapée présente une déficience surajoutée parmi la liste des déficiences reprises en annexe 5.

Art. 8. § 1^{er} En ce qui concerne le personnel médical, la subvention prend en compte :

a) les activités des médecins ayant conclu une convention de collaboration avec une a.s.b.l. dont dépend au moins un centre;

b) les activités des médecins engagés sous contrat de travail avant le 1^{er} janvier 2003.

§ 2. Les normes d'encadrement personnel médical sont fixées conformément à l'annexe 4.

Elles comprennent :

a) La norme individuelle de base médicale (NIB M)

En fonction de la décision du Collège relative à l'agrément d'un centre, toutes les personnes handicapées comptées dans la capacité agréée et prises en charge bénéficient de la même norme individuelle de base médicale.

b) La norme individuelle complémentaire médicale (NIC M)

La norme individuelle complémentaire est accordée lorsque la personne handicapée présente une déficience surajoutée parmi la liste des déficiences reprises en annexe 5.

§ 3. Le personnel médical qui entre en fonction à partir du 1^{er} janvier 2003 est subventionné sur base d'un ETP dont le temps de travail hebdomadaire est fixé à 37 heures.

CHAPITRE III. — *Dispositions finales*

Art. 9. A l'article 4, § 1, alinéa 1^{er} et § 2, alinéa 1^{er} de l'arrêté E 2, les mots « 1^{er} janvier 2003 » sont remplacés par les mots « 1^{er} janvier 2004 ».

A l'article 19, alinéa 1^{er} de l'arrêté E 2, est ajouté un point 6. rédigé comme suit :

« 6. la détermination des déficiences surajoutées. ».

A l'article 28 de l'arrêté E 2, le paragraphe 1^{er} est remplacé par la phrase suivante :

« Les normes d'encadrement des centres sont calculées sur base d'un équivalent temps plein dont le temps de travail hebdomadaire est fixé à 37 heures. Toutefois, pour le personnel médical en fonction avant le 1^{er} janvier 2003, le temps de travail hebdomadaire est fixé à 24 heures ».

A l'article 28, § 2 de l'arrêté E 2, le premier alinéa est remplacé par la phrase suivante : « La vérification du respect des normes d'encadrement s'opère à tout moment de l'année ».

A l'article 40 de l'arrêté E 2, le paragraphe 5 est remplacé par les dispositions suivantes :

« La subvention est augmentée des frais d'activités médicales, à l'exclusion de toute prestation figurant à la nomenclature des prestations de santé établie sur base de la législation relative à l'assurance obligatoire des soins de santé, à condition que la norme du personnel médical prise en compte pour la subvention en frais de personnel ne soit pas entièrement utilisée.

Dans ce cas, la subvention couvre ces activités médicales dans les limites de cette norme non utilisée et selon les montants horaires maxima ci-dessous :

- 30,85 € pour le médecin généraliste en fonction dans le centre avant le 1^{er} janvier 2003;
- 20,01 € pour le médecin généraliste qui entre en fonction dans le centre à partir du 1^{er} janvier 2003;
- 40,92 € pour le médecin spécialiste en fonction dans le centre avant le 1^{er} janvier 2003;
- 26,54 € pour le médecin spécialiste qui entre en dans le centre avant le 1^{er} janvier 2003. »

A l'article 43 de l'arrêté E 2, est ajouté un alinéa 2 rédigé comme suit :

« La rémunération et les frais éventuels d'un administrateur provisoire sont déduits des revenus de la personne handicapée avant le calcul de sa contribution financière ».

Les articles 53 et 54 de l'arrêté E2 sont abrogés.

Un article 57bis rédigé comme suit est inséré dans l'arrêté E 2 :

« En vue d'accorder les premiers agréments aux centres à partir du 1^{er} janvier 2004, le Collège tient compte des demandes d'agrément introduites au plus tard le 1^{er} février 2003.

Les dispositions des points 9 et 11 de l'article 5 et des points 4 (projet collectif), 5, 15 et 16 de l'article 6 sont rencontrés pour le 1^{er} avril 2003.

Les dispositions du point 9 de l'article 6 sont rencontrées pour le 30 juin 2003.

Les dispositions du point 8 de l'article 5 sont rencontrées pour le 1^{er} avril 2004. »

A l'article 58 de l'arrêté E 2, les mots « 1^{er} janvier 2003 » sont remplacés par les mots « 1^{er} janvier 2004 ». La phrase est complétée par les mots suivants : « et de l'article 57bis qui entre en vigueur le 1^{er} janvier 2003 ».

Art. 10. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2004, à l'exception :

- de l'article 8, § 1^{er} et § 3 qui entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2003;
- de l'article 9, alinéas 4 à 6, 8 et 9;
- de l'article 6 qui entre en vigueur à une date fixée par le Collège.

Art. 11. Le membre du Collège chargé de la Politique des personnes handicapées est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 28 novembre 2002.

Par le Collège de la Commission communautaire française :

Le Président du Collège,

E. TOMAS

Le Membre du Collège chargé de la Politique des personnes handicapées,

W. DRAPS

Le Membre du Collège chargé du Budget,

A. HUTCHINSON

**Annexe 1 de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française
relatif aux normes d'encadrement dans les centres de jour pour enfants scolarisés**

NORMES D'ENCADREMENT CONCERNANT LA DIRECTION, L'EQUIPE ADMINISTRATIVE ET COMPTABLE

a) Normes de direction :

Capacité minimale agréée par agrément	Nombre d'équivalents temps plein
De 20 à 49	0.50
De 50 à 119	1.00
De 120 à 149	1.25
De 150 à 239	1.50
De 240 à 299	2.00
De 300 à 399	3.00

b) Normes de l'équipe administrative et comptable :

Capacité minimale agréée par agrément	Nombre d'équivalents temps plein
20 à 29	1,3
30 à 59	2
60 à 89	2,4
90 à 139	3
140 à 199	4
200 à 279	5
280 à 399	6

Vu pour être annexé à l'arrêté du 28 novembre 2002.

Par le Collège de la Commission communautaire française :

Le Président du Collège,

E. TOMAS

Le Membre du Collège chargé de la Politique des personnes handicapées,

W. DRAPS

Le Membre du Collège chargé du Budget,

A. HUTCHINSON

**Annexe 2 de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française
relatif aux normes d'encadrement dans les centres de jour pour enfants scolarisés**

NORMES D'ENCADREMENT CONCERNANT LE PERSONNEL DE L'EQUIPE PSYCHOLOGIQUE,
EDUCATIVE, REEDUCATIVE ET SOCIALE

a) Norme individuelle de base (NIB) : en ETP par personne handicapée :

Groupe 1	Groupe 2	Groupe 3	Groupe 4
0,11	0,23	0,42	0,20

b) Norme individuelle supplémentaire (NIS) : en ETP par personne handicapée :

Groupe 1	Groupe 2	Groupe 3	Groupe 4
0,01	0,02	0,10	0,02

Les groupes :

Groupe 1 : enfants et adolescents relevant des catégories 074 et 111;

Groupe 2 : enfants et adolescents relevant des catégories 113, 114, 140 et 141;

Groupe 3 : enfants et adolescents relevant des catégories 10, 21, 22, 50, 60, 80 et 90;

Groupe 4 : enfants et adolescents relevant des catégories 71, 72, 73, 100 et 112;

telles que définies à l'annexe 5.

Vu pour être annexé à l'arrêté du 28 novembre 2002.

Par le Collège de la Commission communautaire française :

Le Président du Collège,

E. TOMAS

Le Membre du Collège chargé de la Politique des personnes handicapées,

W. DRAPS

Le Membre du Collège chargé du Budget,

A. HUTCHINSON

**Annexe 3 de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française
relatif aux normes d'encadrement dans les centres de jour pour enfants scolarisés**

NORMES D'ENCADREMENT CONCERNANT LE PERSONNEL DE L'EQUIPE TECHNIQUE

Norme individuelle de base technique (NIB T) : 0,045 ETP par personne handicapée.

Norme individuelle complémentaire technique (NIC T) : 0,03 ETP par personne handicapée.

Vu pour être annexé à l'arrêté du 28 novembre 2002.

Par le Collège de la Commission communautaire française :

Le Président du Collège,

E. TOMAS

Le Membre du Collège chargé de la Politique des personnes handicapées,

W. DRAPS

Le Membre du Collège chargé du Budget,

A. HUTCHINSON

**Annexe 4 de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française
relatif aux normes d'encadrement dans les centres de jour pour enfants scolarisés**

NORMES D'ENCADREMENT CONCERNANT LE PERSONNEL MEDICAL

a) Norme individuelle de base médicale (NIB M) : 0,00325 ETP par personne handicapée;

b) Norme individuelle complémentaire médicale (NIC M) : 0,0065 par personne handicapée.

Vu pour être annexé à l'arrêté du 28 novembre 2002.

Par le Collège de la Commission communautaire française :

Le Président du Collège,

E. TOMAS

Le Membre du Collège chargé de la Politique des personnes handicapées,

W. DRAPS

Le Membre du Collège chargé du Budget,

A. HUTCHINSON

**Annexe 5 de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française
relatif aux normes d'encadrement dans les centres de jour pour enfants scolarisés**

LISTE DES CATEGORIES DE DEFICIENCES POUR LA DETERMINATION DES DEFICIENCES SURAJOUTEES

code	Catégories
010	Troubles moteurs
021	Paralysie cérébrale
022	Lésion cérébrale acquise
030	Troubles respiratoires
040	Malformations cardiaques
050	Dysmélie
060	Poliomyélite
071	Troubles graves de la vue - aveugles - amblyopes
072	Troubles graves de l'ouïe - sourds - malentendants
073	Troubles graves de la parole - Dysphasie - Aphasie
074	Troubles instrumentaux
080	Sclérose en plaques
090	Spinabifida ou myopathie
100	Epilepsie
111	Déficience mentale légère : QI entre 55 et 70
112	Déficience mentale modérée : QI entre 40 et 54
113	Déficience mentale sévère : QI entre 25 et 39
114	Déficience mentale profonde : QI inférieur à 25
120	Malformations du squelette et des membres
140	Troubles caractériels présentant un état névrotique ou prépsychotique et nécessitant une éducation appropriée.
141	Autisme

Vu pour être annexé à l'arrêté du 28 novembre 2002.

Par le Collège de la Commission communautaire française :

Le Président du Collège,

E. TOMAS

Le Membre du Collège chargé de la Politique des personnes handicapées,

W. DRAPS

Le Membre du Collège chargé du Budget,

A. HUTCHINSON

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2003 — 1804

[C — 2003/31142]

**28 NOVEMBER 2002. — Besluit 99/262/E4 van het college van de Franse Gemeenschapscommissie
inzake de begeleidingsnormen in de dagcentra voor schoolgaande kinderen**

Het College,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 83, § 3, gewijzigd door de bijzondere wet van 16 juli 1993;

Gelet op het decreet II van de Franse Gemeenschap van 19 juli 1993 betreffende de overheveling van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap naar het Waals Gewest en naar de Franse Gemeenschapscommissie, inzonderheid op artikel 4, 1°;

Gelet op het decreet III van de Franse Gemeenschapscommissie van 22 juli 1993 betreffende de overheveling van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap naar het Waals Gewest en naar de Franse Gemeenschapscommissie, inzonderheid op artikel 4, 1°;

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 4 maart 1999 betreffende de sociale en professionele integratie van gehandicapte personen en meer bepaald de artikels 36, 37 et 38;

Gelet op het besluit van de Franse Gemeenschapscommissie van 18 juli 2002 betreffende de erkenning en de toelating van dagcentra voor schoolgaande kinderen en meer bepaald artikels 28 tot 31;

Gelet op het advies van de sectie « Gehandicapte personen » van de Brusselse Franstalige Adviesraad voor Bijstand aan personen en Volksgezondheid gegeven op 22 november 2002;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 26 november 2002;

Gelet op het akkoord van het lid van het College belast met de begroting, gegeven op 27 november 2002;

Gelet op het beraad van het College op 27 mei 1999 inzake de aanvraag tot advies van de Raad van State binnen een termijn van een maand;

Gelet op het advies van de Raad van State, van toepassing op artikel 84, alinea 1, 1° van de gecoördineerde wetgeving van de Raad van State;

Op voorstel van het lid van het College belast met het Gehandicaptenbeleid,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Het besluit regelt een materie bedoeld in artikel 128 van de Grondwet krachtens de artikels 138 en 178 van deze laatste.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit dient te worden verstaan onder :

- « Administratie »: de Brusselse Franstalige Dienst voor Gehandicapte Personen opgericht bij decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 18 december 1998;

- « Decreet »: het decreet van de Franstalige Gemeenschapscommissie van 4 maart 1999 betreffende de sociale integratie van gehandicapte personen en hun inschakeling in het arbeidsproces;

- « Besluit E2 »: het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 18 juli 2002 betreffende de erkenning en de betoelaging van dagcentra voor schoolgaande kinderen;

- « Centrum »: dagcentra voor schoolgaande kinderen erkend en opgericht in overeenstemming met de bepalingen van artikel 3 § 1 van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 18 juli 2002 betreffende de erkenning en betoelaging van dagcentra voor schoolgaande kinderen;

- « V.T.E. »: voltijds equivalent, zoals bepaald door artikel 28 § 1, van het besluit E2;

HOOFDSTUK II. — *Begeleidingsnormen*

Art. 3. § 1 Dit besluit legt de begeleidingsnormen vast betreffende de personeelskosten die gesubsidieerd worden in het kader van de tenlasteneming van gehandicapte personen aanwezig in de centra.

§ 2. Elke subsidie voor personeelskosten dekt de kosten van deze aard zonder dat deze hoger mogen zijn dan de begeleidingsnormen, op geen enkel ogenblik en wat ook de omstandigheden mogen zijn.

Art. 4. § 1^{er}. De begeleidingsnormen met betrekking tot de directie, het administratief personeel en de boekhouding van de centra zijn bepaald in overeenstemming met bijlage 1.

§ 2. Enkel de eerste V.T.E. van de directienorm wordt gesubsidieerd als directeur, de andere betrekkingen worden gesubsidieerd als onderdirecteur.

Art. 5. § 1. De begeleidingsnormen betreffende het psychologisch, educatief, reëducatief en sociaal personeel zijn vastgelegd in overeenstemming met bijlage 2.

§ 2. Zij omvatten :

a) De individuele basisnorm (IBN).

De individuele basisnorm verzekert de leefbare werking van het centrum in het kader van de opdrachten door de concretisering van individuele projecten van gehandicapte personen voorzien in de verpersoonlijkte overeenkomsten van artikel 18 van het besluit E2.

In functie van de beslissing van het College inzake de erkenning van een centrum genieten alle personen die ten laste genomen worden door het centrum, opgenomen in de erkende capaciteit en behorende tot dezelfde groep bepaald in bijlage 2, dezelfde individuele basisnorm.

b) De aanvullende individuele norm (AIN).

De aanvullende individuele norm wordt aan een verblijfscentrum toegekend enkel voor de personen opgenomen in de erkende capaciteit die niet ten laste genomen worden door een verblijfscentrum.

c) De complementaire individuele norm (CIN).

De complementaire individuele norm wordt vastgelegd op 10 % van de som van de individuele basisnorm (IBN) en de aanvullende individuele norm (AIN) wanneer de gehandicapte een bijkomende deficiëntie vertoont uit de lijst opgenomen in bijlage 5. Onder bijkomende deficiëntie verstaat men een deficiëntie die niet onmiddellijk verbonden is aan de voornaamste deficiëntie en die ten minste de drempelwaarden voorzien in artikel 6, a), alinea 1 van het decreet bereikt.

Art. 6. Bij het psychologisch, educatief, reëducatief en sociaal personeel dekt de toelage :

a) maximum 0,067 V.T.E. van de functie opvoeder-teamleider per gesubsidieerd V.T.E.;

b) de functie van hoofdopvoeder ten voordele van het personeel dat de overeenkomstige weddeschaal op datum van 31 december 2003 genoten heeft.

Art. 7. § 1. De begeleidingsnormen betreffende het personeel van de technische ploeg zijn vastgelegd overeenkomstig bijlage 3.

§ 2. Zij omvatten :

a) De technische individuele basisnorm (T IBN).

In functie van de beslissing van het College inzake de erkenning van een centrum genieten alle personen die er opgevangen worden of verblijven dezelfde individuele basisnorm.

b) De technische complementaire individuele norm (T CIN).

De complementaire individuele norm wordt toegekend wanneer de gehandicapte een bijkomende deficiënte vertoont uit de lijst opgenomen in bijlage 5.

Art. 8. § 1 Wat het medisch personeel betreft dekt de toelage :

de activiteiten van de dokters die een samenwerkingsovereenkomst afgesloten hebben met een v.z.w. waar minstens een centrum aan verbonden is;

de activiteiten van de dokters die aangenomen zijn onder arbeidscontract voor 1 januari 2003.

§ 2. De begeleidingsnormen voor het medisch personeel zijn vastgelegd in overeenstemming met bijlage 4.

Zij omvatten :

a) De medische individuele basisnorm (M IBN).

In functie van de beslissing van het College betreffende de erkenning van een centrum genieten alle personen opgenomen in de erkende capaciteit en te laste genomen dezelfde medische basisnorm.

b) De medische complementaire individuele norm (M CIN).

De medische complementaire individuele norm wordt toegekend wanneer de gehandicapte een bijkomende deficiënte vertoont uit de lijst opgenomen in bijlage 5.

§ 3. Het medisch personeel dat in dienst treedt vanaf 1 januari 2003 is gesubsidieerd op basis van een V.T.E., de wekelijkse arbeidsduur wordt vastgelegd op 37 uur.

HOOFDSTUK III. — Slotbepalingen

Art. 9. Bij artikel 4, § 1, alinea 1 en § 2, alinea 1 van het besluit E 2, worden de woorden « 1 januari 2003 » vervangen door de woorden « 1 januari 2004 ».

Bij artikel 19, alinea 1 van het besluit E 2, wordt een punt 6 dat als volgt luidt toegevoegd :

« 6. het bepalen van de bijkomende deficiënties. ».

Bij artikel 28 van het besluit E 2, wordt de eerste paragraaf vervangen door de volgende zin :

« De begeleidingsnormen van de centra worden berekend op basis van een voltijds equivalent met een wekelijkse arbeidsduur van 37 uur.

Voor het medisch personeel aangenomen voor 1 januari 2003 bedraagt de wekelijkse arbeidsduur echter 24 uur ».

Bij artikel 28, § 2 van het besluit E 2, wordt de eerste alinea vervangen door de volgende zin : « De controle op de naleving van de begeleidingsnormen wordt op elk ogenblik van het jaar uitgevoerd ».

Bij artikel 40 van het besluit E 2, wordt paragraaf 5 vervangen door de volgende bepalingen :

« De toelage wordt verhoogd met de kosten voor medische prestaties, met uitzondering van elke prestatie die opgenomen is in de nomenclatuur van de gezondheidsprestaties opgesteld op basis van de wetgeving betreffende de verplichte ziekteverzekering, op voorwaarde dat de norm van het medisch personeel die in overweging genomen wordt voor de toelage voor de personeelskosten niet volledig opgebruikt is.

In dat geval dekt de toelage de medische activiteiten binnen de grenzen van deze niet gebruikte norm en volgens de hieronder vermelde maxima per uur :

- 30,85 € voor een huisarts in dienst in het centrum voor 1 januari 2003;
- 20,01 € voor een huisarts in dienst in het centrum vanaf 1 januari 2003;
- 40,92 € voor een specialist in dienst in het centrum voor 1 januari 2003;
- 26,54 €. voor een specialist in dienst in het centrum vanaf 1 januari 2003. »

Bij artikel 43 van het besluit E 2, wordt een alinea 2 toegevoegd die als volgt luidt :

« De verloning en de eventuele kosten van een voorlopig beheerder worden van het inkomen van de gehandicapte afgetrokken vóór de berekening van zijn financiële bijdrage ».

De artikels 53 en 54 van het besluit E2 worden opgeheven.

Een artikel 57bis dat als volgt luidt wordt toegevoegd in het besluit E 2 :

« Met het oog op het verlenen van de eerste erkenningen aan de centra vanaf 1 januari 2004, houdt het College rekening met de aanvragen ingediend ten laatste op 1 februari 2003.

De bepalingen van de punten 9 en 11 van artikel 5 en van de punten 4 (collectief project), 5, 15 en 16 van het artikel 6 zijn voldaan voor 1 april 2003.

De bepalingen van punt 9 van artikel 6 zijn voldaan voor 30 juni 2003.

De bepalingen van punt 8 van artikel 5 zijn voldaan voor 1 april 2004. »

Bij artikel 58 van het besluit E 2, worden de woorden « 1 januari 2003 » vervangen door de woorden « januari 2004 ». De zin wordt aangevuld met de volgende woorden : « en van het artikel 57bis dat in werking treedt op 1 januari 2003 ».

Art. 10. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2004, met uitzondering van :

- artikel 8, § 1 en § 3 dat van kracht wordt op 1 januari 2003;
- artikel 9, alinea's 4 tot 6, 8 en 9;
- artikel 6 dat van kracht wordt op een datum vastgelegd door het College.

Art. 11. Het Lid van het College belast met het Gehandicaptenbeleid wordt belast met de uitvoering van deze beslissing.

Brussel, 28 november 2002.

Door het College van de Franse Gemeenschapscommissie :

De Voorzitter van het College,
E. TOMAS

Het Lid van het College belast met het gehandicaptenbeleid,
W. DRAPS

Het Lid van het College belast met de Begroting,
A. HUTCHINSON

**Bijlage 1 bij het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie
inzake de begeleidingsnormen in de dagcentra voor schoolgaande kinderen**

BEGELEIDINGSNORMEN INZAKE DE DIRECTIE, HET ADMINISTRATIEF PERSONEEL EN DE BOEKHOUDING

a) Normen voor de directie :

Minimale erkende capaciteit per erkenning	Aantal voltijdse equivalenten
Van 20 tot 49	0.50
Van 50 tot 119	1.00
Van 120 tot 149	1.25
Van 150 tot 239	1.50
Van 240 tot 299	2.00
van 300 tot 399	3.00

b) Normen voor het administratief personeel en de boekhouding :

Minimale erkende capaciteit per erkenning	Aantal voltijdse equivalenten
20 tot 29	1,3
30 tot 59	2
60 tot 89	2,4
90 tot 139	3
140 tot 199	4
200 tot 279	5
280 tot 399	6

Gezien om te worden bijgevoegd bij het besluit van 28 november 2002.

Door het College van de Franse Gemeenschapscommissie :

De Voorzitter van het College,
E. TOMAS

Het Lid van het College belast met het gehandicaptenbeleid,
W. DRAPS

Het Lid van het College belast met de Begroting,
A. HUTCHINSON

**Bijlage 2 bij het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie
inzake de begeleidingsnormen in de dagcentra voor schoolgaande kinderen**

BEGELEIDINGSNORMEN VOOR HET PSYCHOLOGISCH, EDUCATIEF, REEDUCATIEF EN SOCIAAL PERSONEEL

a) Individuele basisnorm (IBN) : in VTE per gehandicapte persoon :

Groep 1	Groep 2	Groep 3	Groep 4
0,11	0,23	0,42	0,20

b) Aanvullende individuele norm (AIN) : in VTE per gehandicapte persoon :

Groep 1	Groep 2	Groep 3	Groep 4
0,01	0,02	0,10	0,02

De groepen :

Groep 1 : kinderen en volwassenen uit de categorieën 074 et 111;

Groep 2 : kinderen en volwassenen uit de categorieën 113, 114, 140 et 141;

Groep 3 : kinderen en volwassenen uit de categorieën 10, 21, 22, 50, 60, 80 et 90;

Groep 4 : kinderen en volwassenen uit de categorieën 71, 72, 73, 100 et 112;

Zoals bepaald in bijlage 5.

Gezien om te worden bijgevoegd bij het besluit van 28 november 2002.

Door het College van de Franse Gemeenschapscommissie :

De Voorzitter van het College,

E. TOMAS

Het Lid van het College belast met het gehandicaptenbeleid,

W. DRAPS

Het Lid van het College belast met de Begroting,

A. HUTCHINSON

**Bijlage 3 bij het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie
inzake de begeleidingsnormen in de dagcentra voor schoolgaande kinderen**

BEGELEIDINGSNORMEN VOOR HET TECHNISCH PERSONEEL

a) Technische individuele basisnorm (T IBN) : 0,045 VTE per gehandicapte persoon.

b) Technische complementaire individuele norm (T CIN) : 0,03 VTE per gehandicapte persoon.

Gezien om te worden bijgevoegd bij het besluit van 28 november 2002.

Door het College van de Franse Gemeenschapscommissie :

De Voorzitter van het College,

E. TOMAS

Het Lid van het College belast met het gehandicaptenbeleid,

W. DRAPS

Het Lid van het College belast met de Begroting,

A. HUTCHINSON

**Bijlage 4 bij het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie
inzake de begeleidingsnormen in de dagcentra voor schoolgaande kinderen**

BEGELEIDINGSNORMEN VOOR HET MEDISCH PERSONEEL

a) Medische individuele basisnorm in een dagcentrum (M IBN) : 0,00325 VTE per gehandicapte persoon.

b) Medische complementaire individuele norm (M CIN) in een dagcentrum :

0,0065 VTE per gehandicapte persoon.

Gezien om te worden bijgevoegd bij het besluit van 28 november 2002.

Door het College van de Franse Gemeenschapscommissie :

De Voorzitter van het College,
E. TOMAS

Het Lid van het College belast met het gehandicaptenbeleid,
W. DRAPS

Het Lid van het College belast met de Begroting,
A. HUTCHINSON

**Bijlage 5 bij het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie
inzake de begeleidingsnormen in de dagcentra voor schoolgaande kinderen**

LIJST VAN DE DEFICIENTIES TOT VASTSTELLING VAN DE BIJKOMENDE DEFICIENTIES

code	Categorieën
010	Motorische stoornissen
021	Hersenverlamming
022	Verworven hersenletsel
030	Ademhalingsproblemen
040	Hartmisvormingen
050	Dysmelie
060	Poliomyelitis
071	Ernstige gezichtsproblemen - blinden - slechtzienden
072	Ernstige hoorstoornissen- doven - slechthorenden
073	Ernstige spraakstoornissen - Dysfasie - Afasie
074	Instrumentele stoornissen
080	Multiple sclerose
090	Spinabifida of myopathie
100	Epilepsie
111	Lichte mentale deficiëntie : IQ tussen 55 en 70
112	Matige mentale deficiëntie : IQ tussen 40 en 54
113	Ernstige mentale deficiëntie : IQ tussen 25 en 39
114	Zware mentale deficiëntie :IQ lager dan 25
120	Misvormingen aan het skelet en de ledematen
140	Persoonlijke stoornissen die een neurotische of prepsychotische aard vertonen en die een specifieke opvoeding vereisen
141	Autisme

Gezien om te worden bijgevoegd bij het besluit van 28 november 2002.

Door het College van de Franse Gemeenschapscommissie :

De Voorzitter van het College,
E. TOMAS

Het Lid van het College belast met het gehandicaptenbeleid,
W. DRAPS

Het Lid van het College belast met de Begroting,
A. HUTCHINSON